



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

#### **MIRIE DE LIMAY**

**Service de la Commande Publique et des Affaires Juridiques**

**Hôtel de Ville**

**5, Avenue du Président Wilson**

**78520 LIMAY**

**Tél. 01 34 97 27 27**

---

### **REALISATION D'UNE ETUDE SUR LA JEUNESSE LIMAYENNE ET ELABORATION D'UNE STRATEGIE MUNICIPALE DE POLITIQUE JEUNESSE**

---

### **MARCHE PUBLIC N° 2026-06**

Etabli en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique et du CCAG-PI.

La procédure utilisée est la suivante : Procédure adaptée ouverte, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

# **1 - Dispositions générales**

## **1.1- Objet du marché :**

**Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la Réalisation d'une étude sur la jeunesse Limayenne et l'élaboration d'une stratégie municipale de politique jeunesse.**

La Ville de Limay souhaite disposer d'un diagnostic approfondi relatif à la situation de la jeunesse sur son territoire afin d'adapter et de renforcer ses politiques publiques en direction de ce public.

Les transformations sociales, éducatives et économiques affectant les jeunes nécessitent une meilleure connaissance de leurs réalités, de leurs pratiques et de leurs besoins.

Dans ce contexte, la municipalité souhaite engager une étude permettant :

- d'analyser la situation démographique et socio-économique des jeunes ;
- d'identifier les problématiques spécifiques rencontrées par la jeunesse du territoire ;
- d'identifier les besoins et attentes des jeunes ;
- de visualiser une cartographie des dispositifs et acteurs existants ;
- de définir des orientations stratégiques pour la politique municipale de jeunesse ;
- De préfigurer l'organisation à mettre en place permettant de porter ladite politique municipale.

Cette étude devra constituer un outil d'aide à la décision pour les élus et les services municipaux, permettant d'élaborer une stratégie structurée et adaptée aux besoins du territoire.

Le marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique ainsi qu'au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) en vigueur à la date de notification du marché.

## **1.2- Décomposition du marché**

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

## **1.3- Type de marché**

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire.

## **1.4- Conditions d'attribution du marché**

Les prestations ne sont pas réservées.

# **2 - Pièces contractuelles :**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

### **Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent CCAP et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaires (**à fournir par le candidat**) ;
- Le cadre de mémoire technique remis par le titulaire lors du dépôt de son offre ;
- Calendrier détaillé d'exécution.

### **Pièces générales :**

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30-03-2021 ;

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature des pièces particulières entraînant leur acceptation. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Le Titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

### **Remarque :**

En cas de litige, seul l'original des pièces détenu par le Pouvoir Adjudicateur fait foi. En cas de contradiction, la pièce de rang le plus élevé prévaut.

Une contradiction s'entend comme une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

Les annexes aux pièces sont également citées par ordre de priorité décroissante, l'annexe de rang le plus élevé prévaut sur la suivante. Cette disposition est d'application générale, sauf dans les cas suivants : - - Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît manifestement comme étant la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité ; En cas d'accord intervenu entre les parties concernées par la contradiction

### **Engagements unilatéraux du Titulaire :**

Les documents présentés par le Titulaire à l'appui de son offre constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

## **3 - Obligations générales des parties**

### **3-1 Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire :**

#### **Représentation du titulaire :**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

#### **Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire :**

## CCAP

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### 3-2 - Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité devra être égal, au plus, à **10 %** du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### 3-3 Prestations similaires

Dans les conditions prévues à l'article R.2122-7 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer avec le titulaire, au terme du marché initial, un marché public de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui ont été confiées. La durée pendant laquelle ce nouveau marché pourra être conclu ne peut pas dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### **3-4 Protection des données à caractère personnel (RGPD)**

Chaque Partie déclare et garantit à l'autre Partie qu'elle se conformera strictement au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE et à la loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et libertés » pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec cette convention.

Les Parties agissent chacune en tant que responsable de traitement indépendant conformément aux lois et réglementations applicables en matière de protection des données précitées. Chaque Partie est seule responsable de tout dommage causé par ses activités de traitement dès lors qu'elle ne se conforme pas à ces lois et réglementations applicables en matière de protection des données précitées.

### **3-5 Respect des principes de laïcité et de neutralité**

Le titulaire du contrat s'engage à respecter, et faire respecter par ses salariés ou toute personne sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction et participant à l'exécution du présent contrat, les principes posés à l'article 1 II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. Ses sous-traitants sont soumis à la même obligation.

### **3-6 - SOUS-TRAITANCE / CO-TRAITANCE**

#### **ACCEPTATION DES SOUS-TRAITANTS ET AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT**

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande publique, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services ou de certains travaux associés au présent marché. Conformément à l'article L.2193-4 du Code de la Commande publique, le Titulaire est tenu, avant de sous-traiter certaines prestations du marché, d'obtenir du Maître d'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement. Les conditions de la demande d'acceptation et d'agrément sont prévues au présent CCAP. Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, par le pouvoir adjudicateur lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 € TTC**. La sous-traitance par le Titulaire de l'intégralité du marché est prohibée. L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles au moment du dépôt de l'offre, ou en cours de marché, selon les modalités définies à l'article L.2193-5 du Code de la Commande publique.

#### **DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE AU MOMENT DU DEPOT DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE**

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de sa candidature ou de son offre, le candidat joint à son offre le formulaire DC 4 complété et signé par le candidat et le sous-traitant envisagé.

#### **DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE**

En vue d'obtenir l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement, le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception, le formulaire DC4 complété et signé disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

#### **COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS INEXACTS OU SOUS-TRAITANCE OCCULTE**

Le Titulaire qui fournit sciemment des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché

CCAP

(notamment à ses frais et risques). Conformément aux dispositions de l'article 3 du CCAG-PI, toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché dans les conditions de l'article 35 du CCAG-PI.

### **CO-TRAITANCE**

En cas de groupement conjoint, en application de l'article R.2142-24 du Code de la Commande publique, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur.

### **3-7-Protection de l'environnement, sécurité et santé :**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

### **3-8-Clause de réexamen**

Conformément au Code de la commande publique, le marché pourra être modifié par voie d'avenant. Ces modifications, sans pour autant modifier l'objet du contrat ou l'identité du titulaire, interviendront afin de répondre à des circonstances imprévues par la présente consultation mais qui rentrent dans le cadre du besoin du pouvoir adjudicateur.

Ces modifications pourront notamment porter sur le prix des prestations. Ces modifications pourront également porter sur des prestations complémentaires devenues nécessaires à la bonne exécution du marché, dans les conditions prévues au Code de la commande publique.

### **3-9-Obligations fiscales et sociales**

Le titulaire est tenu de remettre à l'organisme **tous les six mois** à compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre et ce jusqu'à la fin de son exécution les pièces prévues par l'article D8222-5 du code du travail (ou D8222-7 du code du travail en cas de titulaire établi ou domicilié à l'étranger ; ces pièces devant être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française).

- **Une attestation de vigilance** en cours de validité prévue par l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale permettant de prouver que le soumissionnaire est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement (URSSAF, caisse du RSI, caisse de la MSA...) assortie(s) d'un code de sécurité permettant de vérifier son authenticité auprès de l'organisme compétent ;
- **Le numéro unique d'identification (SIREN)** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique (article R. 2143-9 du CCP modifié par l'article 3 du décret n° 2021-631 du 21 mai 2021) ou, en cas d'impossibilité technique de l'acheteur, un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel l'opérateur économique est inscrit ;
- **La liste nominative des salariés étrangers employés (conformément aux articles D. 8254-2 à 5 du code du travail)**, par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En cas de

CCAP

non-emploi de salariés étrangers, le soumissionnaire retenu remet à l'acheteur une attestation sur l'honneur de non-emploi de personnels d'origine étrangère ;

- **Les attestations d'assurance en cours de validité** (responsabilité civile et décennale).

En cas de non-délivrance de ces documents à l'échéance précisée ci avant, le titulaire sera mis en demeure de les délivrer, ou de présenter des observations, dans un délai de 15 jours. Si le titulaire est établi hors de France, il produit des documents de même valeur, selon les dispositions de sa législation nationale, comme en dispose l'article D. 8222-7 du Code du travail.

**En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.**

## **4 - Durée du marché - Délais d'exécution des prestations**

### **4.1 - Durée du marché – Délai d'exécution**

Le délai d'exécution sera indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement du marché sachant qu'il ne pourra excéder délai maximum de 8 mois à compter de l'émission de l'ordre de service du début d'exécution.

#### **Calendrier prévisionnel d'exécution :**

Le calendrier prévisionnel d'exécution sera fixé à partir des délais figurant dans l'Acte d'Engagement lors de la réunion de coordination. Le calendrier ainsi établi devient contractuel et engage chacune des entreprises concernées.

Un planning détaillé tenant compte des délais de validation du maître d'ouvrage sera joint en annexe à l'offre du candidat.

## **5 – Prix et règlement**

### **5.1 - Contenu des prix pratiqués**

Les prestations du marché seront rémunérées au **prix global forfaitaire** de l'acte d'engagement du titulaire.

Le prix est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais liés à l'exécution de la mission telle que définie au chapitre II du présent CCAP et notamment les frais de déplacement, de participation à toutes les réunions, ainsi que tous les frais d'études, et ceux liés au délai prévisible de sa mission.

Il sera fait application des taux de T.V.A en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

### **5.2 - Modalités de variation des prix**

Le prix global forfaitaire est établi sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date de limite de remise des offres (mois « zéro »).

Le prix est révisable.

Le prix révisé  $P(n)$  est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P(n)=P(o)x [0.15+0.85 x (Syntec n/Syntec o)]$$

CCAP

Dans laquelle :

- \* P(n) est le prix révisé ;
- \* P(o) est le prix indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes ;
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice définitif du mois zéro ;
- au numérateur, figure la dernière valeur publiée de l'indice :

Indice(s) retenu(s) : Indice SYNTEC publié dans le Moniteur des travaux publics.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

### **5.3 - Cautionnement**

Le présent marché ne fait pas l'objet de cautionnement, ni de retenue de garantie.

## **6 - Modalités de règlement des comptes**

### **6.1 – régime des paiements**

#### **Acomptes et paiement partiels définitifs**

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire, à terme échu, en fonction de l'état d'avancement de l'étude selon les dispositions de l'article 11 du C.C.A.G.-P.I. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

#### **TVA :**

Sont applicables, les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **6.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les modalités pratiques de la facturation électronique sont exposées dans l'instruction relative au développement de la facturation électronique NOR ECFE 1706554J du 22 février 2017 de la direction générale des finances publiques (titre II – page 17) disponible sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 12.1.1 du CCGA Travaux ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;



CCAP

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;  
Les demandes de paiement seront adressées, via le site **Chorus-pro**, à l'adresse suivante :  
<https://chorus-pro.gouv.fr>

-Identifiant de la structure publique (SIRET) : <b>217 803 35 200 137</b>
---

### 6.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de **40 €**. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 6.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

### 6.5 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### 6.6 - Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à **40 €**.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

## 7 - Conditions d'exécution des prestations

### 7-1-Mesures d'ordre social

#### Application de la réglementation du travail :

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier

CCAP

ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

### **Conditions d'exécution des prestations et attentes de la Commune**

Le descriptif, les caractéristiques, et les attentes du Syndicat Mixte sont indiqués dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), étant précisé que :

- les dispositions du C.C.T.P. ne constituent en aucune manière un détail exhaustif des prestations à réaliser, la Commune attend, en effet, que le titulaire par ses compétences, son expérience et son expertise puisse accompagner sa démarche selon la méthodologie qu'il s'est engagé à mettre en œuvre,
- Le titulaire devra initier toute action ou mesure nécessaires, non prévues au C.C.T.P, visant à l'atteinte des objectifs ou la satisfaction des attentes de la commune,
- le titulaire doit tout conseil, accompagnement et assistance nécessaires au bon déroulement de la démarche.

### **Lutte contre le travail dissimulé :**

Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à l'article 31.5 du CCAG-PI.

## **7-2- OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE DU TITULAIRE**

Les documents techniques remis par le Maître d'Ouvrage et par le Maître d'Œuvre au Titulaire du marché sont et restent la propriété exclusive du Maître d'Ouvrage et doivent lui être restitués après exécution du marché. De convention expresse, l'ensemble des études, les projets, plans devis, documents techniques divers, logiciels et résultats brevetables ou non résultant de l'exécution du marché sont la propriété pleine et entière du Maître d'Ouvrage qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le Titulaire du marché puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués dans le cadre de la présente opération étant réputés comprendre tous les chefs de rémunération dont le Titulaire du marché et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle. En conséquence, les études, plans, projets, documents, logiciels, résultats, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du Maître d'Ouvrage, être utilisés par le Titulaire du marché pour son propre usage, ni être copiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le Titulaire du marché en avisera immédiatement le Maître d'Ouvrage.

## **8 – RÉSILIATION**

Il sera fait application des articles 29 à 36 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

- Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 à 33 du CCAG-PI, il fera l'objet d'un décompte de résiliation selon les modalités prévues à l'article 34 du CCAG-PI.
- Pour la fixation de la somme forfaitaire, figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 33 du CCAG-PI est fixé à 5 %.
- En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles aux articles L.2141-1 à L.2141-11, L.2341-1 à L.2341-3 et L.2341-5 du Code de la commande publique.

## **9 - Utilisation des résultats**

Les droits d'utilisation des documents établis au titre de la présente mission sont concédés à la Ville de **Limay**, selon les modalités de l'article 25 option B du CCAG-PI.

Cette concession emporte notamment concession des droits d'exploitation (reproduction, représentation, distribution, adaptation) à titre non exclusif au bénéfice de la commune de Limay.

Le prix de cette concession est compris dans le prix global forfaitaire du marché.

### **9-1- Constatation de l'exécution des prestations**

#### **A- Constatation de l'exécution des prestations**

La réception de la prestation sera réalisée sur la base de la fourniture par le titulaire du marché des documents et autres annexes tels que décrits dans le CCTP.

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution sont précisées dans le CCTP.

Toutes les études et documents produits en exécution de la mission seront la propriété de la commune de Limay. Celle-ci est propriétaire exclusive de toutes les formes et supports de restitution intermédiaire et finaux, pendant et après l'exécution de la présente mission.

#### **B- Opération de vérification**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, à compter de la réception des livrables de chaque prestation décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), la Commune de Limay dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour procéder aux vérifications nécessaires à l'admission des prestations (qualité, exhaustivité, etc.).

Durant ce délai, la Commune peut prononcer la réception, l'ajournement ou le rejet des prestations.

En cas de mauvaise exécution, la Communauté de communes peut demander une nouvelle exécution totale ou partielle des prestations considérées conforme au présent marché aux frais du Titulaire.

A l'expiration de ce délai et en cas de silence de la Commune au terme de chacune des prestations, la prestation est réputée correctement exécutée.

#### **C- Conditions de réfaction**

En complément des dispositions de l'article 27 du C.C.A.G-P.I., il est précisé que si le pouvoir adjudicateur constate que la qualité des prestations est remise en cause ou si les attentes définies aux C.C.T.P. ne sont pas satisfaites, il notifie au titulaire sa décision de réfaction par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée des motifs de sa décision et du pourcentage de réfaction appliqué. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de cette décision pour faire connaître ses observations. La responsabilité du titulaire est dérogée si les observations sont acceptées par la commune.

## **10 – Pénalités**

### **10.1 Généralités**

Les pénalités sont applicables en cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements contractuels.

Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

CCAP

Sauf exception, l'ensemble des pénalités énoncées ci-après s'appliquent sur simple constat sans qu'une mise en demeure du Titulaire soit nécessaire.

Pour la part forfaitaire, les pénalités sont déduites de la facture mensuelle. Pour la part à bons de commande, elles seront déduites de la facture correspondant à la commande.

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché actualisé ou révisé TTC.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de moduler le montant d'une pénalité applicable lorsque celle-ci apparaît disproportionnée ou excessive.

## **10.2 Autres pénalités**

<b>Pénalité</b>	<b>Fait générateur et mode de calcul</b>
Pénalité pour retard	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI 2021, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100,00 € par jour calendaire de retard. Au-delà d'un délai de 10 jours, une pénalité majorée s'applique. La pénalité majorée est de 250,00 €
Pénalité liée à l'équipe projet attitrée	Modification de l'équipe projet : si un intervenant de l'équipe projet se substitue à celui déclaré dans l'offre sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 € par intervenant non déclaré au Maître d'Ouvrage.
Non-remise des documents d'étude	Lorsque les documents d'études ne sont pas remis dans les délais prévus au contrat, le titulaire encourt une pénalité de 100,00 € par jour de retard.
Travail dissimulé	Lorsque le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 200,00 €.
Insuffisance Manifeste des documents	Lorsque le pouvoir adjudicateur constate une insuffisance manifeste des documents le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 500,00 €.
Absence de réponse aux sollicitations du maître d'ouvrage	Lorsque le pouvoir adjudicateur constate qu'une demande de réponse sous 15 jours n'est pas fournie le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150,00 € par jour de retard.

## **11 – Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il dispose d'une assurance couvrant ses responsabilités civiles professionnelles.

A ce titre, le titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Le titulaire garantit le maintien de ses assurances pendant toute la durée du marché.

Il s'engage à fournir toute attestation à première demande du maître d'ouvrage.

### **11-1- Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

CCAP

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **12 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **13 – Dérogations**

Dérogation aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG-PI apportée par l'article 10 du CCAP (pénalités) ;

Dérogation à l'article 28 du CCAG-PI apportée par l'article 9-1 B du CCAP (opération de vérification) ;

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI apportée par l'article 10-2 du CCAP (autres pénalités).